

Les Juras suisse et français réaffirment leur union

FRONTIÈRES La Conférence Transjurassienne a élaboré une stratégie pour préciser les enjeux et les besoins d'un ensemble regroupant quatre cantons et la Bourgogne-Franche-Comté

Tous les Jura sont égaux sur un point au moins: tant du côté suisse que du côté français, ils souffrent d'un déficit de reconnaissance et d'attention de la part de leur capitale respective.

C'est avec l'objectif de défendre les intérêts et de promouvoir les compétences de ces zones transfrontalière qu'était née la Conférence Transjurassienne (CTJ), en 1985. Trente ans plus tard, le CTJ précise ses objectifs et adapte ses structures. Pour les présenter, pas moins de trois conseillers d'Etat – Jean-Nat Karakash pour Neuchâtel, Pascal Broulis pour Vaud et David Eray pour le Jura – ainsi que Liliane Lucchesi, conseillère régionale de

Bourgogne-Franche-Comté, étaient réunis devant la presse, lundi à Yverdon-les-Bains (VD).

Après avoir analysé les résultats d'un audit débuté en 2013, la CTJ s'est fixé des axes stratégiques de travail. Parmi eux, le «vivre ensemble», pour lutter contre les préjugés, vis-à-vis des frontaliers notamment. Mais à en croire les orateurs, c'est du côté de la mobilité que les enjeux sont les plus importants. La ligne ferroviaire Belfort-Delle, qui devrait renaître en 2017, ou la route reliant Morteau, dans le Doubs, au Locle (NE), qui voit passer environ 10 000 véhicules chaque jour, sont deux des cas symptomatiques évoqués lundi.

L'exemple de Léman sans frontière

Le projet le plus concret ayant abouti est l'édition, en 2014, d'un Guide du routard du Jura franco-suisse, né sous l'impulsion de

la CTJ. Mais Pascal Broulis voudrait aller beaucoup plus loin. Il a rappelé que Léman sans frontière, association qui regroupe environ 40 sites touristiques des deux pays, vient de célébrer ses vingt ans d'existence. «Je rêve de pouvoir faire de même dans l'arc jurassien.»

L'objectif général, résume encore le ministre vaudois, est d'avoir réussi à poser les enjeux noir sur blanc. «Ce document permet d'avoir des projets et peut aider à ce que les fonds européens d'Interreg n'aillent pas tous au Sud.» Autrement dit, la CTJ n'a que peu d'argent à distribuer. Elle existe surtout pour synthétiser les besoins, organiser les idées et, éventuellement, mobiliser des financements. C'est tout à fait le rôle du réseau technologique InnovArc, illustre Jean-Nat Karakash: «Il offre à ses acteurs une meilleure capacité à lever des fonds.» ■ **SERVAN PECA**